

le mercredi 17 décembre 2003

10 h

Prière.

L'hon. M. Lord offre ses condoléances à la famille de feu Robert L. Stanfield, premier ministre de la Nouvelle-Écosse de 1956 à 1967 puis, de 1967 à 1975, chef de l'opposition à la Chambre des communes et chef du Parti progressiste-conservateur du Canada.

M. S. Graham donne avis de motion 60 portant que, le mardi 23 décembre 2003, appuyé par M. Doucet, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports échangés entre le ministère des Finances, le Cabinet du premier ministre, le bureau du contrôleur et Énergie NB concernant l'entente sur le change de devises intervenue entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et Énergie NB afin de convertir 500 millions de dollars en fonds américains en 2002.

M. S. Graham donne avis de motion 61 portant que, le mardi 23 décembre 2003, appuyé par M. Haché, il proposera ce qui suit :

attendu qu'une étude récente commandée par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a révélé que les enseignants et enseignantes du Nouveau-Brunswick dépensaient en moyenne 420 \$ par année de leur propre argent pour équiper leurs salles de classe et leurs élèves;

attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin*, le premier ministre a promis que le «Nouveau-Brunswick aura plus de personnel enseignant et de ressources dans les salles de classe»;

attendu que, dans *Visons plus haut. Allons plus loin*, le premier ministre a promis que le «Nouveau-Brunswick consacrerait encore plus d'argent à l'éducation, aux universités, aux étudiants et étudiantes»;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter les fonds accessibles aux écoles pour l'achat de fournitures pour les salles de classe, comme les éducatrices et éducateurs l'ont eux-même demandé

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à investir dans une technologie informatique qui soit adéquate et appropriée.

M. Lamrock donne avis de motion 62 portant que, le mardi 23 décembre 2003, appuyé par M. Branch, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait aux baux, ainsi que la correspondance ayant trait aux travaux de rénovation et au coût des travaux de rénovation effectués au bâtiment qui abrite le bureau de Campbellton du ministère des Services familiaux et communautaires, au 7^e étage du numéro 157 de la rue Water.

M. Lamrock donne avis de motion 63 portant que, le mardi 23 décembre 2003, appuyé par M. Branch, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports relativement au voyage prévu en France du 7 au 13 novembre 2003, y compris les invitations que la province du Nouveau-Brunswick a lancées aux participantes et participants éventuels.

M. Lamrock donne avis de motion 64 portant que, le mardi 23 décembre 2003, appuyé par M. Branch, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports échangés avec Transports Canada au sujet des priorités de votre gouvernement pour la route 11, la route 17 et le troisième passage à être construit à la frontière entre le Canada et les États-Unis, à St. Stephen.

L'hon. M. Volpé donne avis de motion 65 portant que, le mardi 30 mars 2004, appuyé par l'hon. M. Lord, il proposera ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

L'hon. M. Green annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre, après la deuxième lecture, se forme en Comité des subsides

pour étudier le budget de capital du ministère de l'Éducation puis reprendre l'étude des budgets supplémentaires.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 25, *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre s'absente, et M. Holder, vice-président, assume sa suppléance.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend le fauteuil.

M. MacIntyre invoque le Règlement ; il demande que le ministre de la Justice s'abstienne de le mentionner personnellement pendant le débat. Le président statue que nul parlementaire n'a été expressément mentionné pendant le débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M. Green propose l'ajournement du débat.

La motion d'ajournement du débat sur la deuxième lecture du projet de loi 25, *Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée législative*, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 27

l'hon. M ^{me} Blaney	M. Sherwood	l'hon. M. Huntjens
l'hon. E. Robichaud	l'hon. M. Steeves	M. Betts
l'hon. M. Mesheau	l'hon. M ^{me} Dubé	M. Malley
l'hon. M. Volpé	l'hon. M ^{me} Poirier	M. Williams
l'hon. M. Lord	l'hon. M. Ashfield	M. Carr
l'hon. M. Green	l'hon. M. Fitch	M. MacDonald
l'hon. D. Graham	l'hon. M ^{me} Fowlie	M. Stiles
l'hon. M. Mockler	l'hon. P. Robichaud	M. Holder
l'hon. M ^{me} MacAlpine	l'hon. M. Alward	M. C. LeBlanc

CONTRE : 26

M. McGinley	M ^{me} Weir	M. Arseneault
M. Jamieson	M. Kennedy	M. Foran
M. MacIntyre	M. Ouellette	M. Albert
M. Allaby	M ^{me} Robichaud	M. A. LeBlanc
M. S. Graham	M. Lamrock	M. Paulin
M. Haché	M. Targett	M. Doucet

M. Armstrong	M. Burke	M. Boudreau
M. Landry	M. Murphy	M. Brewer
M. Branch	M. Kenny	

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 26, *Loi modifiant la Loi sur les régions régionales de la santé*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. E. Robichaud propose l'ajournement du débat.

La motion d'ajournement du débat sur la deuxième lecture du projet de loi 26, *Loi modifiant la Loi sur les régions régionales de la santé*, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 27

l'hon. M ^{me} Blaney	M. Sherwood	l'hon. M. Huntjens
l'hon. E. Robichaud	l'hon. M. Steeves	M. Betts
l'hon. M. Mesheau	l'hon. M ^{me} Dubé	M. Malley
l'hon. M. Volpé	l'hon. M ^{me} Poirier	M. Williams
l'hon. M. Lord	l'hon. M. Ashfield	M. Carr
l'hon. M. Green	l'hon. M. Fitch	M. MacDonald
l'hon. D. Graham	l'hon. M ^{me} Fowlie	M. Stiles
l'hon. M. Mockler	l'hon. P. Robichaud	M. Holder
l'hon. M ^{me} MacAlpine	l'hon. M. Alward	M. C. LeBlanc

CONTRE : 26

M. McGinley	M ^{me} Weir	M. Arseneault
M. Jamieson	M. Kennedy	M. Foran
M. MacIntyre	M. Ouellette	M. Albert
M. Allaby	M ^{me} Robichaud	M. A. LeBlanc
M. S. Graham	M. Lamrock	M. Paulin
M. Haché	M. Targett	M. Doucet
M. Armstrong	M. Burke	M. Boudreau
M. Landry	M. Murphy	M. Brewer
M. Branch	M. Kenny	

À 12 h 36, la séance est suspendue d'office jusqu'à 14 h.

14 h

Le président de la Chambre reprend le fauteuil.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides sous la présidence de M. Holder.

Après un certain laps de temps, M. Malley accueille à la Chambre Louis-Philippe McGraw, ex-député progressiste-conservateur de Centre-Péninsule (1999-2003).

Après un certain laps de temps, M. C. LeBlanc prend le fauteuil.

À 17 h 27, le président du comité suspend brièvement la séance.

17 h 33

La séance reprend sous la présidence de M. C. LeBlanc.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend le fauteuil. Le président du comité, M. C. LeBlanc, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi, a adopté plusieurs crédits et demande à siéger de nouveau.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie; la motion est adoptée.

Voici les crédits dont il est fait rapport :

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2003-2004
VOLUME I
COMPTE ORDINAIRE

	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE	
Secrétariat de l'énergie	1 267 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU MIEUX-ÊTRE	
Santé publique et services médicaux	13 000 000
Services des établissements	35 000 000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
Administration et planification	77 000
Procureur général	489 000
Services aux tribunaux	2 873 000
Services à la justice	845 000
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Bureau du directeur général des élections	4 522 000
Contrôleur du financement politique	1 112 000
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES	
Aménagement forestier	4 100 000
Gestion des ressources minières	2 500 000
Secrétariat de l'énergie	(1 267 000)
COMPTÉ DE CAPITAL	
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU MIEUX-ÊTRE	
Renouvellement des soins de santé	7 500 000

La Chambre adopte ces crédits.

La séance est levée à 18 h 10.